

Juste une polémique?

Dominique Garand

Numéro 228, septembre–octobre 2009

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1931ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Spirale magazine culturel inc.

ISSN

0225-9044 (imprimé)

1923-3213 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Garand, D. (2009). Juste une polémique? *Spirale*, (228), 32–34.

À ses débuts, on peut dire sans trop se tromper que le magazine *Spirale* était travaillé par les débats entourant la modernité et les avant-gardes dans leur rapport au politique. Marqué par des divisions internes de nature idéologique (l'opposition gauche / droite, le féminisme), le champ littéraire québécois ne semblait pas préoccupé par des interrogations de nature identitaire, les notions d'« écrivain québécois » et de « littérature québécoise » étant reçues sans ambiguïté. Les avant-gardes manifestaient leur dédain de tout programme nationaliste, bien que la plupart des écrivains, apparemment, s'assumassent comme québécois francophones, si ce n'est comme indépendantistes. La présence d'écrivains issus de l'immigration n'était pas un phénomène nouveau au Québec, mais elle commença à être signalée comme une catégorie identitaire vers le milieu des années 1980, inscrivant ainsi un nouveau pôle de résistance et de dissidence. On assista dès lors à un déplacement des rapports de force, si bien que maints écrivains, pourtant très éloignés d'une littérature dite « du pays », se retrouvèrent marqués du sceau « écrivains de souche », en opposition aux « migrants » qui apparurent tout à coup comme les véhicules d'une pensée ouverte et émancipatrice. Toutefois, il fallut attendre l'agitation politique provoquée, tout au long des années 1990, par l'avant et l'après-référendum, pour que cette redistribution des rôles au sein de l'institution littéraire se transforme en situation polémique. Aussi, s'il faut ici réfléchir sur un aspect négligé des trente dernières années, je propose qu'on se penche sur le caractère hautement polémique des années 1990 au Québec.

La polémique : une pratique courante

En premier lieu, deux perceptions largement répandues demandent à être rectifiées : d'abord, que le Québec serait le royaume du consensus et de la pensée unique; conséquemment, que la polémique serait mal tolérée dans l'espace public. La lecture des journaux des années 1990 prouve le

contraire. Tout au long de cette décennie, on a vu se succéder quantité d'« Affaires » tumultueuses : l'Affaire Delisle (une centaine de textes), l'Affaire Richler (plus de cent cinquante textes), l'Affaire LaRue (une soixantaine de textes), l'Affaire Jean-Louis Roux, etc. À la veille du référendum, on assista aussi à une escarmouche entre Andrée Ferretti et René-Daniel Dubois, ce dernier y allant par la suite d'une série de textes incendiaires contre ce qu'il dénomma un « *totalitarisme soft* ». Toutes ces polémiques portaient sur les fondements idéologiques du nationalisme, prenant pour prétexte l'héritage controversé de Lionel Groulx, les affiliations des uns et des autres au racisme et à l'antisémitisme, l'opposition entre une tradition littéraire ancrée dans l'idée du pays et l'épanouissement d'une littérature dite « migrante », sinon simplement « des immigrants ». Dans le champ politique, l'avant et l'après-référendum ont aussi, bien évidemment, occasionné quelques querelles, autant du côté du monde des affaires (la prise de position de Laurent Beaudoin en faveur du « Non ») que du monde du sport (les propos malveillants de Mike Lansing et de Mike Keane à l'égard du français). Est-il besoin de rappeler la (trop) fameuse phrase de Parizeau le soir du référendum, souvent mal citée du reste? Ou encore les exhortations de Lucien Bouchard au sujet de la fécondité des femmes québécoises de race blanche? Tous les groupes sociaux ont pris part à ces polémiques : journalistes, universitaires, politiciens, citoyens s'exprimant dans des lettres ouvertes ou sur les tribunes libres des radios. Et l'on ne voit pas trace non plus d'unanimité chez aucun des groupes cités : des Québécois « de souche » autant que des immigrants ont critiqué le discours nationaliste, on a même vu des divisions s'installer au sein du clan souverainiste à partir d'une ligne qu'on pourrait grossièrement tracer entre la « gauche » et la « droite ». Inversement, des immigrants se sont montrés sympathiques aux revendications des défenseurs d'une culture enracinée dans l'histoire du Québec francophone.

Juste une

La question nationale, faut-il le préciser, n'a pas été la seule en vedette, un Jean Larose, par exemple, ayant aussi mené une bataille contre les réaménagements opérés par une Société Radio-Canada décidée à supprimer la chaîne culturelle. Dans le même ordre d'idées, mais cette fois en 2005, le remplacement des « Beaux dimanches » par « Tout le monde en parle » suscitera un débat très fourni.

Pourquoi, dites-moi, continue-t-on d'affirmer que les Québécois n'aiment pas la chicane et qu'aucune polémique ne lève dans notre espace public? Faut-il rappeler, pour enfoncer le clou un peu plus, quelques événements récents comme le spectacle de Paul McCartney sur les Plaines d'Abraham, le projet de reconstitution de la bataille des mêmes Plaines, l'introduction de groupes anglophones dans un spectacle de la Saint-Jean? Et puis, les débats sur la réforme de l'éducation, le port du voile, du kirpan ou de la ceinture fléchée, Hérouxville, la commission Bouchard-Taylor? Je pourrais poursuivre l'énumération *ad nauseam*. Sauf que, malheureusement, nausée il y a déjà, et c'est sur cette sensation que j'aimerais maintenant m'attarder. Car s'il existe un problème, ne résiderait-il pas dans la manière de polémiquer plutôt que dans l'absence de débats énergiques?

D'abord, évoquer la nausée fait partie de l'arsenal polémique de plusieurs intervenants sur toutes les questions que je viens d'évoquer. S'il est un leitmotiv dans toutes ces polémiques, c'est bien celui qu'on est « tanné » de toujours reprendre les mêmes débats. Et pourtant, tanné ou pas, on se lance, on fonce, on argumente, on revient à la charge. Il le faut bien puisque rien n'est réglé, puisqu'on marine encore et toujours dans la

même bouillabaisse. La nausée, c'est d'abord le sentiment de répétition qui la provoque. Il me semble donc que notre premier souci serait de penser les moyens de sortir du schéma répétitif, de ce jeu de rôles prédéterminés qui écrase notre singularité dès qu'on entre dans l'arène pour parler du Québec, de la culture et de la politique québécoises. Au fait, peut-être en va-t-il ainsi partout ailleurs? J'imagine que chaque individu, quel que soit son pays, est mis au défi de casser les effets de répétition qui s'emparent de lui au contact du discours social? Donc, courage! Et mon premier geste, ici, sera dès lors de ne pas me plaindre publiquement de cette répétition — étant donné que la plainte au sujet de la répétition est l'une des répliques prédéterminées de notre pièce de théâtre nationale.

Un exemple : l'« Affaire LaRue »

J'ai longuement étudié ce qu'on a appelé l'Affaire LaRue (1997), du nom de la romancière Monique LaRue. Cette dernière avait publié un court essai intitulé *L'Arpenteur et le Navigateur* dans lequel elle posait la question de la tradition et de l'institution littéraires québécoises à une époque marquée par l'entrée en scène de nombreux auteurs issus de l'immigration. Dialecticienne, Monique LaRue s'était donné pour tâche de sonder les raisons (pas toutes raisonnables) de la résistance qui se manifestait ça et là devant cette mutation de nos autoreprésentations culturelles. Elle avait pour ce faire rapporté les propos d'un « ami écrivain » irrité de toute cette attention que l'on portait aux écrivains à peine installés au pays, lesquels, selon ses dires, produisaient leurs œuvres sans aucun souci de la communauté et de l'histoire littéraire auprès de laquelle ils cherchaient (et obtenaient) la reconnaissance.

polémique ?

LaRue finissait par déconstruire cette position en privilégiant la position du Navigateur, tout en reconnaissant qu'une littérature avait aussi besoin de ses Arpenteurs, c'est-à-dire d'écrivains attachés à la tradition et au territoire.

directrice du magazine *Tribune Juive*, se lança la première dans la mêlée en produisant un éditorial virulent intitulé « De LaRue à la poubelle ». L'éditorialiste ne mâchait pas ses mots, s'en prenant au « discours raciste » d'une « intel-

Il me semble donc que notre premier souci serait de penser les moyens de sortir du schéma répétitif, de ce jeu de rôles prédéterminés qui écrase notre singularité dès qu'on entre dans l'arène pour parler du Québec, de la culture et de la politique québécoises.

J'ai eu l'occasion d'interroger Monique LaRue, l'an dernier, au sujet de cet épisode. Elle m'a alors fait une confidence qui illustre un cas de malentendu particulièrement intéressant : en publiant ce texte, m'a-t-elle dit, elle pensait faire réagir les écrivains québécois « de souche » dont elle avait l'impression de fustiger la rigidité. C'était le discours d'une romancière québécoise non nationaliste s'adressant aux écrivains trop attachés à la spécificité québécoise. Or, erreur d'adresse ou ironie du sort, la réaction est venue non des interlocuteurs imaginés, mais de ceux qui tenaient le rôle de tiers dans le discours, ces écrivains immigrants qui, encore sous le choc des paroles de Jacques Parizeau, sentaient se profiler à nouveau le spectre de la xénophobie et firent de l'« ami écrivain » le porte-parole de Monique LaRue! Ghila B. Sroka,

ligentsia scribouillarde, de « *plumitifs* », de « *nationaux* », et décrivant le livre de LaRue comme « une plaquette de 30 pages estampillée par la haine, la jalousie et le ressentiment ». Selon elle, LaRue s'attaquait « aux écrivains d'origines diverses », rêvait de réduire le Québec aux seuls « pure-laine », pratiquait « le nettoyage ethnique, une idéologie du rejet de l'autre ». Conclusion : LaRue et Le Pen, même combat!

On comprendra la consternation provoquée par une telle sortie. D'abord tentée par un recours juridique, LaRue décide de miser sur la discussion et la persuasion. Mais avant qu'elle n'ait elle-même réagi, quelques journalistes, écrivains et universitaires se portent à sa défense en dénonçant la grossièreté des attaques de Sroka. Celle-ci, persuadée que cette levée de

boucliers contre sa personne est la manifestation d'un réflexe unanimiste et ethnique, organise sa défensive en consacrant un numéro complet de son magazine à ce qu'elle décide de baptiser l'« Affaire LaRue ». La polémique durera à peu près neuf mois, mobilisant trente-huit intervenants.

Ce n'est pas le lieu ici de produire une analyse détaillée des positions défendues au cours de ce débat. Je m'en tiendrai à quelques observations touchant l'éthique de la discussion dans un cadre polémique. Je poserai aussi la question : qu'a-t-il résulté de cet échange enflammé?

Une guerre de positionnements

Quelques phénomènes méritent d'être relevés, en premier lieu la confusion sur l'objet débattu. Il s'agit d'un phénomène courant dans la polémique : prenant prétexte d'un événement, on finit par soulever une foule de questions contingentes. Il est clair que l'Affaire LaRue a provoqué une forme de *catharsis* et a catalysé une série de préoccupations qui se sont greffées à l'objet premier, c'est-à-dire le texte de LaRue, facilement oublié par maints intervenants qui ont sauté dans la mêlée sans l'avoir lu, guidés par ce que d'autres en disaient. Alors que la question était de comprendre en quoi la littérature d'une communauté pouvait se définir autrement qu'à partir de la notion de « littérature nationale », le débat a dérivé vers le procès de certaines postures idéologiques dont se seraient rendus coupables des écrivains et intellectuels québécois, comme le racisme, le totalitarisme, le fascisme, l'antisémitisme.

On peut certes discuter théoriquement du fascisme, mais accuser quelqu'un de fasciste, c'est entrer dans un autre processus. De fait, le débat a pris très tôt la voie de l'attaque personnelle, chaque protagoniste devant sauver son image publique : pour les uns, démontrer que LaRue n'est pas fasciste ou xénophobe; pour Sroka, prouver qu'on l'accusait à tort d'être gros-

sière et de ne pas savoir lire. Mais il y a plus : l'attaque à la personne s'est instantanément doublée d'attaques dirigées contre des ensembles sociaux. Monique LaRue a rapidement cessé d'être un individu singulier pour devenir malgré elle la représentante d'une idéologie commune à l'ensemble des « nationaux ». Dès le premier texte de Sroka, cette équation était faite et LaRue se retrouvait décrite comme ayant « de la poutine dans l'âme ».

Au phénomène de l'association du personnel au collectif est lié celui de la polarisation imaginaire des forces en présence, comme si une position tierce devenait impossible. À leur corps défendant, les protagonistes se sont vus assimilés à un groupe, des alliances se sont créées à partir de divers motifs et malgré toutes les nuances que plusieurs tentaient d'apporter, on n'arrivait plus à sortir de l'opposition entre « pure-laine » et « métèques ».

L'Affaire LaRue n'est pas un épisode polémique réjouissant. Pour ceux qui y ont participé, elle laisse un goût amer, peut-être même une certaine rancœur. Elle a eu raison de certaines amitiés. Dans le champ de la culture québécoise, on peut douter qu'elle ait généré des effets positifs.

À mes yeux, cette polémique, comme bien d'autres ici et ailleurs, est un désastre intellectuel à cause précisément de cette polarisation nocive et abêtissante. Polémiquer est certes sain et nécessaire. Mais pour ce faire, la prise de parole se doit d'être *juste*. Ce n'est pas le fait de peser le pour et le contre en ménageant les uns et les autres qui rend juste une intervention polémique, mais plutôt l'acuité du regard qu'elle pose sur les faits. Est juste ce qui libère l'esprit de ses scories. Est juste ce qui nomme avec exactitude un symptôme aliénant, mais sans y enfermer celui qui en serait le porteur. On pourra le vérifier, les défenseurs de LaRue, à une ou deux exceptions près, ont recherché cette justesse qui est aussi justice. Mais peut-être l'ont-ils fait avec un excès de sérieux et en misant trop sur le pouvoir consensuel de la rationalité. Le

plus affligeant, lorsqu'on relit tous ces textes, est de voir l'effet sur eux d'une culpabilité *a priori* dont ils devaient se déprendre en démontrant sans relâche leur bonne foi et leur tolérance. Comme je n'aurais pas mieux fait, je ne leur jette pas la pierre (il est toujours périlleux de discuter dans un climat d'hystérie). Cependant, je vois comme un défi lancé à l'intellectuel québécois cette déprise du regard inquisitorial qui le pousse à toujours vouloir se justifier aux yeux des autres et à viser l'irréprochabilité plutôt que la cruelle vérité.

Douze ans plus tard

Mais peut-être faut-il évaluer les effets d'une polémique sur une autre base que celle des avancées intellectuelles. Jamais l'intelligence du monde ne résulte d'une guerre, mais celle-ci provoque des changements de paradigmes, rend caduques certaines interrogations, même celles qui n'ont pas obtenu une pleine résolution théorique.

On pourrait croire que cette affaire a enfin vidé la question d'une supposée opposition, en littérature, entre les productions des immigrants et celles des natifs. De fait, il n'en a plus jamais été question par la suite. Mais était-ce là le véritable enjeu? Ce qui a éclaté au cours de l'Affaire LaRue a été interprété comme un conflit strictement ethnique et identitaire, alors qu'il s'est peut-être agi avant tout d'un conflit institutionnel relatif à la place qu'occupaient les écrivains et à la reconnaissance dont ils jouissaient au sein de l'institution. Une génération d'écrivains bien installés et jouissant des privilèges d'une institution qu'ils avaient contribué à mettre sur pied, s'est trouvée tout à coup menacée par de « nouveaux arrivants » obéissant à d'autres codes et impératifs que les leurs. Ces écrivains immigrants ont joué le même rôle qu'une jeune génération, celui de prétendants venus détrôner les « vieux » assis sur leur pouvoir symbolique.

J'interprète aussi cette polémique comme l'effet d'un malentendu entre deux conceptions divergentes de l'écriture dans son rapport avec la

société. Pour dire les choses très vite, la conception barthésienne, voire derridienne de l'écriture à laquelle souscrivaient LaRue et ses alliés s'est heurtée à la conception sartrienne de l'engagement littéraire prônée par le clan Sroka (les droits civiques, la liberté d'expression contre la censure, une écriture qui témoigne directement des conditions d'existence de l'écrivain, etc.). Si le débat s'était ouvert à ces ques-

Qu'est-ce qu'un texte littéraire fort? Et pour qui? Et pour combien de temps?

Le malentendu à l'œuvre au cours de l'Affaire LaRue signale une profonde crise de la représentation au sein du monde littéraire — une crise qui dépasse largement la situation québécoise, bien que le modèle institutionnel québécois présente la particularité d'avoir été

L'Affaire LaRue n'est pas un épisode polémique réjouissant. Pour ceux qui y ont participé, elle laisse un goût amer, peut-être même une certaine rancœur. Elle a eu raison de certaines amitiés. Dans le champ de la culture québécoise, on peut douter qu'elle ait généré des effets positifs.

tions, sans doute aurait-il pu franchir la barre de la stérilité où le confinait l'attaque personnelle (la personne étant ici élargie à la dimension de la collectivité).

Et la littérature ?

Pendant toute cette longue polémique, on est allé répétant des deux côtés que peu importait le sujet abordé dans une œuvre littéraire : seule comptait sa qualité. Mais à quoi reconnaîtrait-on cette qualité? Personne n'a tenté d'y répondre, sinon par des conceptions un peu absconses qui relèvent de la spéculation. Qu'attend-on d'un texte littéraire? Qu'il soit beau, agréable, signifiant? L'agréable est jugé peu sérieux; le beau, on ne sait plus ce que c'est; reste le signifiant, qui nous ramène inévitablement aux thématiques prisées par les communautés de lecteurs. Or, on sait qu'un texte peut être signifiant sans être bon. Alors, qu'est-ce qu'un bon texte?

rejoint par la crise avant que n'ait été acquise sur le plan mondial sa pleine reconnaissance (d'où la réticence de plusieurs à « déconstruire » un édifice qui n'a pas encore eu l'heur d'être habité par la collectivité). « Crise de la représentation », cela signifie d'abord l'impossibilité d'offrir une représentation probante de la collectivité, du « peuple québécois », impossibilité qui n'est pas attribuable qu'à la présence de plus en plus importante d'immigrants. En réalité, comme le montre Dany-Robert Dufour (*On achève bien les hommes*, Denoël, 2005), ce ratage hante les idéologues depuis la Révolution française. L'impossibilité de représenter la collectivité, c'est aussi l'impossibilité de parler en son nom, de l'incarner de manière satisfaisante. L'illustration et la défense de la nation québécoise a toujours posé un problème à ses intellectuels, dans la mesure où, pour assurer les conditions de possibilité de leur propre pratique

(concrètement : avoir des interlocuteurs, pouvoir référer à un fonds d'expériences partagé), ils ont été investis d'une forme de responsabilité à son égard — d'où ce fait désolant qu'au Québec, plusieurs intellectuels de calibre se détournent de leurs travaux pour s'investir dans la réforme de l'éducation... Si le nationalisme a pu tenir lieu de religion au Québec pendant quelques années, l'idée de « Pays » faisant office de Référence capable de tirer vers elle l'identité linguistique, le sens d'un destin historique et un projet de libération collective d'inspiration révolutionnaire, il est clair que les défenseurs de Monique LaRue, pourtant accusés de raisonner sur le mode ethnique, ont affiché les plus grandes réticences à en perpétuer les valeurs. La conférence même de LaRue est travaillée par la tension irrésolue entre l'obligation de quitter les berges d'une tradition devenue sclérosante, la nécessité pourtant de pratiquer une littérature enracinée dans l'expérience collective (la première préoccupation étant l'existence d'une communauté de lecteurs), l'assomption d'un sujet individuel irréductible aux projets collectifs et l'impossibilité pour un tel sujet d'advenir en dehors d'une Référence solide. Privée d'un Grand Sujet (Dieu, Totem, Projet, Signifiant-Maître), la littérature n'arrive même plus à occuper le pôle jouissif de la subversion. Il faut comprendre que les projets collectifs nécessitent l'élection d'un Ennemi. Or, le Québécois d'aujourd'hui n'arrive plus à identifier cet Ennemi qui lui permettrait de se constituer. Si certains ont cru qu'il s'agissait de l'immigrant, cette hypothèse n'a pas tenu la route, faute de troupes convaincues de son bien-fondé. D'autres, comme René-Daniel Dubois, ont cru déceler l'Ennemi dans le « totalitarisme *soft* », piste intéressante, mais trop floue et qu'il aurait fallu explorer au-delà du cas québécois. Finalement, l'Affaire LaRue n'a rien fondé, les belligérants n'étant pas vraiment des Ennemis. Par contre, cette querelle a signalé une crise qui demande encore à être pensée et qui concerne le rapport de la littérature à la collectivité. ●